

# Tribune libre

## Combattre pour le socialisme n° 38

(<http://socialisme.free.fr>)

**La crise du capitalisme s'approfondit,**

**Le gouvernement Sarkozy-Fillon intensifie son offensive,**

**Les dirigeants syndicaux cherchent à paralyser les travailleurs**

**La 9 octobre 2009**

**« Fin de récession » ? La crise continue.**

Le FMI en publiant début octobre son rapport semestriel sur l'économie mondiale a commencé son titre, pour fournir la dose attendue d'optimisme officiel, par un bout de phrase clamant « *la récession mondiale prend fin* ». Ici se sont arrêtées les citations des agences de presse, oblitérant la fin de ce titre : « *mais une reprise en demi-teinte s'annonce* ».

Extraits choisis : « *La reprise est lente et l'activité reste largement en deçà de son niveau d'avant la crise. La croissance est tirée par un rebond de l'activité manufacturière et une inversion du cycle des stocks, (...) l'impulsion budgétaire s'atténuera et la reconstitution des stocks perdra progressivement de son influence. La consommation et l'investissement n'augmentent que lentement, la situation financière restant tendue dans de nombreux pays.* ». Voilà pour la « *demi-teinte* » : non pas une reprise de l'économie capitaliste, mais une sortie de récession technique liée au restockage et aux plans de « *relance* » financés à crédit, à l'avenir plus qu'incertain.

Inutile donc de reproduire ici les « *prévisions* » – le passé récent a montré le cas qu'il fallait en faire. L'essentiel réside en ce que même le FMI ne prévoit pour 2010, citons-le une dernière fois, qu'« *une expansion languissante* », bref une stagnation économique, dans les principaux pays capitalistes.

L'économie mondiale embourbée dans une sorte de marais, voilà donc un des termes de l'alternative. C'est le seul que veulent retenir les experts du FMI. Mais il y en a une autre : une nouvelle aggravation brutale.

Les espoirs des gouvernements reposent en effet d'une part sur le fait que la croissance chinoise se poursuivrait, d'autre part que la crise financière serait surmontée. Rien n'est moins sûr. S'agissant de la Chine, les commandes effectivement impressionnantes données à l'économie nationale par le plan de relance ont permis d'éviter le gouffre où risque à tout moment de l'entraîner la chute des importations dans les pays dominants. Ce n'est qu'un sursis : sans reprise autre que « *languissante* », et en particulier sans que se produise rapidement une augmentation significative du commerce mondial, une crise violente la menace. Peut-être a-t-elle déjà commencé. En tout cas un article du journal italien La Repubblica du 18 août laissait filtrer une profonde inquiétude :

« Le porte parole du ministère du commerce [chinois – Ndlr] a admis que les investissements étrangers sont en chute libre : -37,5% en juillet, -20,3% sur les 6 derniers mois. (...) pèse également la crainte que les chiffres sur la croissance soient manipulés par le gouvernement. Les investisseurs ne croient pas à la prévision de 8 % de croissance.(...) »

Des millions d'ouvriers licenciés bloquent désormais des centaines d'entreprises que le gouvernement cherche à privatiser. A cette révolte s'ajoute celle des ouvriers empoisonnés dans des entreprises qui ignorent toutes les règles de sécurité. Des villages entiers finissent dans les hôpitaux pour cause d'intoxication chimique, et s'insurgent contre les responsables locaux du parti. Se diffuse parmi les enfants et petits enfants de la Révolution une violente nostalgie pour les certitudes égalitaires du socialisme de Mao.

Pour empêcher que les protestations ouvrières ne dégénèrent en affrontements armés le gouvernement est contraint de reculer. En quelques jours les privatisations de deux importants complexes sidérurgiques ont du être annulé. Ces inédites victoires ouvrières dans un pays où pourtant n'existe ni syndicats indépendants ni amortisseurs sociaux encouragent à la rébellion (...) Dans un pays où des millions de licenciés perdent tout, les règles du marché se transforment en une bombe prête à exploser »

Quant aux banques, le fait est que le rythme des faillites aux Etats-Unis s'est accéléré tout au long de l'année (92 en six mois contre 25 l'an passé). Les créances douteuses demeurent massives, notamment en Europe : Goldman Sachs dans une enquête publiée en septembre cible tout particulièrement la BNP, la Société Générale, Unicredit en Italie, les banques autrichiennes, grecques et chypriotes. Les faillites liées à la récession (celle de General Motors étant la plus fracassante) viennent et vont venir se cumuler aux difficultés déjà accumulées.

Certes, les taux d'intérêts réels nuls ou négatifs que pratiquent les banques centrales, les crédits au secteur bancaire, nourrissent ou vont nourrir de nouvelles bulles spéculatives, surtout dans la mesure où, comme le souligne le rapport de FMI, la croissance économique reste anémique (et donc les possibilités d'investissements rentables). D'ailleurs, la remontée limitée des places financières n'a pas d'autre origine que les nouveaux milliards de capital fictif expédiés par les Etats bourgeois dans les tuyaux de la Finance pour la sauver de l'effondrement. Mais ces nouvelles bulles spéculatives sont autant de nouvelles bombes à retardement. Enfin, les Etats eux-mêmes sont de plus en plus menacés par la cessation de paiement, au vu des déficits abyssaux qu'ils viennent de creuser. C'est d'ailleurs pourquoi le FMI vient d'être doté d'un fonds servant à parer, si possible, à de telles éventualités.

Il faut donc déchausser les lunettes de la propagande officielle pour lire les annonces des experts divers. La crise connaît « *un palier* », comme nous l'avions envisagé dans le précédent numéro de CPS. Mais elle est là pour durer.

C'est bel et bien un tournant qui s'est engagé et qui est chaque jour plus marqué par l'accumulation de ses conséquences catastrophiques sur les masses populaires.

### **« La tempête va souffler » sur les masses pour faire leur faire payer la crise**

Que la classe ouvrière, les travailleurs exploités et opprimés, la jeunesse, payent déjà en quelques mois un tribut épouvantable à cette crise du capitalisme, c'est l'évidence.

L'OCDE a publié en septembre un rapport dans lequel elle estime que dans les 30 pays qui en sont membres, 15 millions d'emplois ont déjà été détruits du fait de la crise, et qu'en 2010, 10 millions de plus viendraient s'y ajouter (tout particulièrement dit l'OCDE dans des pays comme l'Allemagne, la France et l'Italie, montée relativement différée par « *une moindre flexibilité du marché du travail* »). Un véritable carnage.

Mais les capitalistes ne peuvent s'en tenir là. Les déficits et l'endettement que les Etats bourgeois ont creusé pour sauver provisoirement la classe capitaliste d'un naufrage total sont insoutenables au point que des défauts de paiement y compris d'Etats importants comme la Grande-Bretagne (12% de déficits rapporté à son PIB) ne sont pas à exclure. Dans tous les pays européens commence à poindre la question de les résorber... sur le dos des masses. Ainsi Gordon Brown, premier concerné sans doute, vient-il d'annoncer devant le congrès des syndicats britanniques, d'où n'ont fusé que de platoniques protestations, que « *le gouvernement taillera dans les coûts, les services inefficaces, les programmes non nécessaires et les budgets moins prioritaires* ». Faut-il détailler ? Alors tournons-nous vers la Hollande. *Le Monde* du 22 septembre rapporte ceci :

*« La tempête va souffler sur les polders . L'image est du premier ministre néerlandais lui-même : défendant un vaste plan d'austérité devant les députés, Jan Peter Balkenende a admis, il y a quelques jours, que jamais depuis l'après-guerre les Pays-Bas n'avaient été soumis à un effort aussi considérable.*

*Les trois partis au pouvoir aux Pays-Bas (chrétien-démocrate, travailliste et protestant conservateur) veulent réduire de 20 % au total les dépenses publiques.*

*Quarante milliards d'euros devraient être épargnés annuellement, y compris dans les domaines de la Sécurité sociale, du logement ou des allocations familiales. L'âge de la retraite serait porté à 67 ans. La fiscalité devrait être revue, l'augmentation des salaires limitée et le secteur financier "remis en ordre". Le gouvernement y a investi, au total, 50 milliards d'euros. »*

On a bien lu : 20% de dépenses publiques en moins, des attaques sans précédent.

Variante sur ce même objectif, la situation en Espagne ou le taux de chômage officiel force vers les 20%. Le projet de budget du gouvernement Zapatero prévoit une hausse de deux points de la TVA, le plus vicieux et anti-ouvrier des impôts, pour faire rentrer 11 milliards dans les caisses en dépouillant les prolétaires.

Dans toute l'Europe, c'est à la plus brutale détérioration de leurs conditions de vie et d'existence depuis 1945 que les prolétariats sont confrontés.

### **Sarkozy et le Medef en ordre de bataille pour porter de durs coups aux masses**

En annonçant coup sur coup que le forfait hospitalier allait augmenter et que les indemnités des accidentés du travail (sauf bénéficiaires éventuels du bouclier fiscal) allaient être taxés, Sarkozy a révélé l'ampleur de la hargne anti-ouvrière qui l'habite. Dans une tribune au Monde le secrétaire de la Fnath pose une question au gouvernement : « *il lui faut expliquer clairement à nos concitoyens les raisons pour lesquelles il fait le choix d'imposer les victimes et leurs familles pour 150 millions d'euros, alors qu'il refuse de réclamer aux employeurs le milliard d'euros annuel dû à l'assurance-maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles.* ».

Au moment où une campagne violente s'engage contre le remboursement des dépenses de santé au nom du déficit, il faut en effet rappeler que le cumul des exonérations non compensées par l'Etat et des cotisations jamais réglées par le patronat depuis 15 ans selon l'Acoss est d'environ 30 milliards, soit le déficit annoncé (sans compter les frais d'emprunt qui en découlent).

C'est avec méthode que les attaques contre les masses ont été planifiées, et annoncées. Le plan de guerre a été dévoilé le 22 juin dernier, devant le parlement convoqué à Versailles au titre de la réforme constitutionnelle que les députés UMP (et aussi Lang, ...) avaient voté, se transformant d'eux-mêmes plus que jamais en paillason présidentiel puisque le « *Parlement* » doit désormais souffrir d'entendre en silence la parole présidentielle (pour la première fois depuis la troisième République) sans avoir le droit d'en débattre en présence de ce bonaparte au petit pied. Comble de la prosternation, le PS a participé à cette humiliation ... en s'auto-interdisant de prendre la parole dans le 'débat' qui a suivi le départ de Sarkozy !

Après avoir poussé son cri de guerre : « *nous serons au rendez-vous des réformes* », au nom de ce que « *rien ne sera plus comme avant. Une crise d'une telle ampleur appelle une remise en cause profonde* », Sarkozy a égrené une série de contre-réformes à venir, que dès la session de juillet les députés ont entamé en votant notamment l'extension considérable du travail du dimanche, et la loi sur la mobilité forcée dont la situation à France Telecom, qui en est un laboratoire, montre où elle mène, sans oublier qu'elle ouvre la porte aux licenciements des fonctionnaires.

La classe capitaliste ne pouvait contenir des frémissements de joie à lire un tel ordre du jour ; comme Laurence Parisot saluant l'annonce de la suppression de la taxe professionnelle d'un « *c'est une grande victoire du Medef* ». 12 milliards en euros en moins, selon *La Tribune* (dans un article du 28/09 titré « *un budget taillé pour les entreprises* ») qui plus est en portant un rude coup à la source essentielle de dépenses sociales de communes, placées ainsi sous tutelle de l'Etat. Voilà en effet une grande victoire pour le patronat.

Coup double : même si a posteriori le lien a été masqué, c'est en remplacement de la taxe professionnelle qu'a été créée la « *taxe carbone* ». Mais ce sont les masses populaires qui sont frappées directement, tandis que par exemple les deux sponsors notoires de la fondation Nicolas Hulot que sont Rhône-Poulenc et Total, entre autres, sont épargnés. Et ceci au nom d'une fiscalité particulière aux grands groupes, mais dont, « *concurrence* » oblige, ils ont été épargnés jusqu'en 2012 ! Toute l'hypocrisie de ce nouvel impôt est ici manifeste.

Sans entrer dans le détail des questions liées à l'environnement, ce qu'un prochain numéro de notre bulletin fera, il est clair et net que cette taxe repose sur la tentative de culpabiliser et faire payer les prolétaires, qui sont les victimes de la destruction et de la dilapidation éhontées des ressources naturelles tandis que leurs responsables, les grands groupes capitalistes et leur concurrence féroce, sont complètement épargnés ! « *Plus nous taxerons la pollution, plus nous allégerons les charges pesant sur le travail* » déclarait Sarkozy le 23 juin. Voilà qui est clair.

Coup triple : l'Etat prive les collectivités locales de la part de la taxe professionnelle, et ses promesses de compensation sont creuses, comme l'a relevé à sa manière Alain Juppé (« *c'est se foutre du monde* »). C'est un levier considérable de la « *réforme* » des collectivités qui est posé. Or même si aux dernières nouvelles ce projet de loi attendrait l'après régionales, il n'en s'agit pas moins d'une pièce essentielle dans la « *réforme de l'Etat* ». Autrement dit un des moyens de diminuer la « *dépense publique* » en allant vers la fusion forcée (y compris, selon le projet de loi, en cas d'un vote contre de la population concernée) de communes, de départements aussi – et notamment dans la perspective évidente de fusionner conseils régionaux et conseils régionaux. Chacun peut constater que ces dernières années les collectivités locales ont continué de recruter, et en large partie sur des postes de fonctionnaires, pour faire face à la diminution des dépenses de l'Etat. C'est de ces recrutements, et donc des services publics locaux, dont ce projet de loi entend sonner le glas. Ce à quoi se combine d'ailleurs à l'évidence le changement de statut de La Poste sur lequel le présent éditorial reviendra.

« *Réforme de l'Etat* » encore, au moyen de la RGPP, que la poursuite accélérée de la diminution du nombre de fonctionnaires, notamment au truchement de « *réformes* » dans l'enseignement (cf. l'article de ce numéro).

Et à nouveau pour l'après régionales, mais sur la base de ce que « *les partenaires sociaux feront des propositions* », Sarkozy a annoncé une nouvelle offensive contre les régimes de retraite en des termes nets : « *2010 sera un rendez-vous capital, il faudra que tout soit mis sur la table : l'âge de la retraite, la durée de cotisation et la pénibilité* ». « *Tout* » ? Sauf le fait de faire payer le patronat ! Quant à la « *pénibilité* », ce n'est que le prétexte à l'individualisation des retraites, de la mise en place du système par points auquel précisément le Conseil d'Orientation des Retraites, avec en son sein les dirigeants CGT, FO et FSU, a consacré sa réunion du 16 septembre.

La question des retraites et à un moindre degré de la réforme des collectivités locales sont appelées à occuper – toutes choses égales par ailleurs – une place essentielle au printemps prochain, mais les échéances de cette rentrée sont le projet de budget (et de budget de la sécurité sociale) que l'Assemblée doit adopter à l'automne.

### **Un projet de budget exceptionnellement réactionnaire, concentré de la politique du gouvernement...**

Le caractère tout à fait particulier de ce projet de budget saute aux yeux avec le déficit abyssal qu'il affiche : aux alentours de 8% du PIB, 115 milliards de déficit prévus, donc au minimum !

Car ce n'est qu'une estimation : tout dépendra de la croissance 2010 et personne n'est capable de l'apprécier pour les raisons que nous avons développées en tête de cet éditorial. Fillon rappelons-le avait déclaré, avant la crise, qu'il était à la tête d'un Etat « *en faillite* ». L'examen de ce budget révèle non seulement que, effectivement, le régime capitaliste est un régime faillitaire, mais encore que cette banqueroute frauduleuse est en réalité le résultat du pillage des caisses de l'Etat au profit des capitalistes.

Car de quoi ce déficit est-il fait ? Comme le rappelle le tract du Groupe en date du 13 septembre :

« *il exprime tout ce qui a été déversé, ces derniers mois, depuis les caisses de l'Etat entre les mains du grand Capital. Les 68 milliards donnés aux banques (dont la BNP qui en verse un à ses traders). Les 6,5 milliards aux constructeurs automobiles (dont les sous-traitants licencient en rafale) sans compter la prime à la casse. Les 2,5 milliards de baisse de la TVA pour les restaurateurs, le milliard et demi de primes du plan-jeune de Hirsch aux patrons qui prennent un apprenti, les investissements du « fonds stratégique » au conseil d'orientation duquel siègent les dirigeants confédéraux... et les milliards de la suppression de la taxe professionnelle.*

*Ces sommes faramineuses viennent s'ajouter aux 50 milliards d'allègement de « charges sociales » (salaire différé) que l'Etat ne compense pas intégralement depuis des années, poussant la Sécu dans le rouge. Ou encore aux 43 milliards d'intérêts de la dette publique, lesquels sont versés précisément aux grands groupes financiers et autres rentiers alors que c'est déjà à leur profit que cette dette illégitime a été creusée. »*

Pour les travailleurs, outre le fardeau de ces milliards versés aux licenciés, aux spéculateurs, c'est l'instauration de la taxe carbone, c'est aussi la poursuite des contre-réformes (RGPP) de destruction des services publics, du statut des fonctionnaires, ce qui se concentre dans les suppressions record de postes dans la fonction publique (35 000). Et dans la foulée ce seraient les mesures réactionnaires du budget de la Sécurité sociale. »

Ce tract concluait :

*« Non seulement ce budget a un caractère sans précédent, mais encore c'est de façon prévisible la cible commune qui s'offre à tous les travailleurs, public, privé, qui cherchent à combattre ce gouvernement, qui refusent et s'opposent à sa politique.*

*Alors il faut militer pour qu'à cette occasion, les travailleurs, la jeunesse, se rassemblent contre la politique du gouvernement, contre ce gouvernement. Il faut combattre pour l'appel uni des confédérations (CGT, FO) et fédérations à une manifestation centrale et nationale à l'Assemblée pendant la discussion budgétaire, contre les milliards déversés par dizaines dans les poches des grands groupes capitalistes, contre la taxe carbone, la suppression de la taxe professionnelle, contre les « réformes » Sarkozy et les suppressions de postes : A bas le projet de budget Sarkozy-Fillon ! »*

L'écho rencontré par les initiatives militantes que reporte ce numéro montre que ce mot d'ordre pouvait en effet servir à rassembler les travailleurs, la jeunesse, contre le gouvernement et sa politique. Que les dirigeants FSU s'orientent au moment où ces lignes sont écrites vers l'appel à une journée de grève « lors de la discussion budgétaire » montre indirectement la place objective qu'occupe la question du budget. Sachant que l'objectif de ces dirigeants n'est pas une seule seconde de combattre réellement ce projet de budget, ni le gouvernement.

Mais pour autant, faute d'une organisation révolutionnaire capable de mener ce combat sur une autre échelle, la situation reste au moment présent celle qu'avait appréciée notre numéro de juin dernier : « *au moins momentanément, les obstacles qui se dressaient devant le gouvernement ont été aplanis* » par les appareils syndicaux, au moyen de la « *camisole de force* » de l'intersyndicale.

... gouvernement que les dirigeants syndicaux interdisent de combattre :

*« nous avons convenu avec le Medef que face à la crise, il n'y avait rien à gagner à se bagarrer »*

L'article de ce numéro consacré au prochain congrès de la CGT le rappelle en détail : la base sur laquelle l'intersyndicale s'est constituée, c'est le refus de combattre le gouvernement et les « *lois du marché* », autrement dit le capitalisme. Refus partagé par les partis PS, PCF, PG, NPA & LO qui cosignèrent cette plateforme et soutinrent les journées d'action qui en découlaient, jusqu'à celles du 26 mai, 13 juin et maintenant 7 octobre. Une nouvelle fois avec la journée du 7 on peut faire le constat : il ne s'agit nullement d'initiatives tournées contre le gouvernement et le patronat, mais au contraire des « *journées* » qui s'inscrivent dans le cadre de la concertation avec eux sur tous les sujets (y compris en rencontrant, pour ce qui est des directions syndicales, Sarkozy le 14 septembre pour préparer ensemble le G20 de Pittsburgh).

Le communiqué commun des sept organisations en date du 28 septembre a la même saveur écoeurante :

*« les revendications de la plateforme commune sont plus que jamais d'actualité . (...) Les organisations syndicales sont décidées à obtenir du patronat et du gouvernement des avancées significatives.*

*Elles mettent la priorité sur : l'emploi, la prise en compte de l'intérêt des salariés dans les choix des entreprises et des pouvoirs publics, le recul de la précarité, le conditionnement des aides publiques à un comportement socialement responsable des entreprises, la réduction des inégalités. »*

Les termes des « avancées significatives » alors qu'il n'est nulle part fait état des coups violents portés par Sarkozy et sa suite, la référence à la plate-forme du 5 janvier, et donc les prétendues « revendications » qui n'en sont ostensiblement pas, tout y est fait pour démoraliser les travailleurs salariés. Aucun objectif de combat n'est fixé et tout particulièrement pas le budget.

Quant à la position de la direction FO, elle mérite d'être soulignée. C'est au nom d'une « grève carrée » de 24 heures (et pas une seconde de plus) que Mailly a cessé pour l'instant de fréquenter les sommets intersyndicaux. Mais les objectifs d'une telle grève seraient... ceux de la plate-forme du 5 janvier. Il faut bien pourtant se distinguer. Voilà ce que pense la bureaucratie de l'avenue du Maine, qui s'exprimait dans une interview de son chef dans *Le Figaro* du 24 août. C'est d'abord le soutien au cadre général de l'action du gouvernement : « *L'Etat a eu raison de sauver les banques* », « *plusieurs mesures d'urgence utiles ont été prises* ». Mais quand *Le Figaro* questionne : « *que proposez-vous* », Mailly répond « *une réforme de l'impôt sur le revenu (...) en faisant en sorte que chaque français le paie* ». Faire payer l'impôt sur le revenu à tous ceux qui ne gagnent pas assez pour cela, n'est-ce pas inviter le gouvernement à taxer davantage le prolétariat ?

Bref, tous les pontes des directions confédérales pourraient signer les propos du secrétaire de l'Union locale CGT de Roanne interviewé dans *Le Monde* du 2 octobre « *Nous avons convenu avec le Medef que face à la crise, il n'y avait rien à y gagner à se bagarrer. S'il n'y a pas d'industrie, il n'y a pas de salariés, pas de salaires* ». Ce qu'à son niveau il a traduit en signant avec le Medef local une « *charte partenariale* ». Mais le « *partenariat social* » ne bat pas son plein que dans la Loire. C'est tout l'appareil CGT qui s'exprime par la bouche de son représentant roannais.

### **Le « dialogue social » bat son plein**

« *Sans industrie, pas de salariés* », annonce donc le bureaucrate roannais. C'est dire de façon à peine voilée que les intérêts des ouvriers et du patronat sont communs. Pour révoltante que cette négation de la lutte des classes soit, à un moment où les ouvriers sont fauchés par le chômage comme rarement, elle exprime parfaitement le contenu du dialogue social tel qu'il se noue en cette rentrée. Et tout particulièrement la « revendication » mise en avant par l'appareil CGT : une « véritable politique industrielle ».

C'est notamment sous ce thème que fut convoquée la manifestation du secteur automobile le 17 septembre dernier à Paris. Il est tristement significatif que ce soient une partie des « *oppositionnels* » déclarés à Thibault (fédération de la Chimie notamment) qui aient fait de cette initiative leur emblème. Pis encore qu'ils se soient félicités d'un « succès » qui n'existe que dans leur tête, appuyés par un Besancenot tout fier : avoir envahi l'ancien siège ... désaffecté de la Bourse de Paris. Derrière ces simagrées, c'est le mot d'ordre de « véritable politique industrielle » qui était mis en avant par le tract conjoint d'appel des fédérations de la Chimie et de la Métallurgie. C'est aussi le mot d'ordre de la future « *manifestation nationale* » le 22 octobre par l'appareil confédéral. Les guillemets à « *manifestation* » sont de rigueur quand on sait que Bernard Thibault a annoncé lors du CCN de rentrée de la CGT ceci :

« *J'avais émis l'idée que c'était moins sur le nombre de participants qu'il fallait mettre l'accent que sur la représentativité, la diversité des entreprises et des territoires. (...) plus que le nombre, visons la grande diversité de situations, à être porteurs d'exigences et pas uniquement de dénonciation ou de scènes de deuil comme on peut le voir parfois. Soyons porteurs d'ambitions.* »

Ne pas mettre l'accent sur le « nombre » découle simplement du fait que l'objectif n'est pas de livrer un quelconque combat. En particulier, l'appareil CGT n'avance pas de revendication pour l'arrêt des licenciements (cf. l'article sur le congrès CGT dans ce numéro). En réalité ces deux manifestations pavent le terrain aux « *Etats généraux de l'industrie* » annoncés par Sarkozy ... sur proposition de Thibault, qui lui fut faite le 1er septembre. Et quand devraient commencer ces Etats Généraux ? Le 22 octobre, par une rencontre tripartite gouvernement/syndicats/patronat.

Il faut aussi rappeler que cette rencontre Thibault-Sarkozy a eu lieu le jour même où 5 ouvriers de Continental étaient frappés par de lourdes peines. Cette condamnation judiciaire est scandaleuse : c'est l'acharnement du gouvernement (et notamment de Fillon) qui l'a amené à ne pas respecter le protocole de « *fin de conflit* » qui spécifiait l'abandon de toutes poursuites de toutes parts. Et c'est au nom de la « *responsabilité collective* » dans l'envahissement de la sous-préfecture que Mathieu et ses camarades ont été condamnés par le tribunal !

Voilà aussi ce que recouvre le « *dialogue social* » : l'acceptation de facto par les dirigeants syndicaux qui s'y livrent à une politique répressive de plus en plus marquée contre les militants (comme par exemple le dirigeant de l'USTKE en Kanaky).

Car le tribunal politique qui avait rendu sa sentence unanime quinze jours auparavant était le CCN de la CGT, qui a unanimement condamné X.Mathieu. Et que condamnait-il ? Pas l'interjection « *racaille* » que judicieusement X.Mathieu avait précisée pour lui substituer le terme de « *parasites* ». Non, ce qui était intolérable à l'appareil bureaucratique, c'est qu'un militant déclare qu'il avait été « *lâché* » par des dirigeants confédéraux « *tout juste bons à calmer la base et frayer avec le gouvernement* ».

Toute la situation ne confirme-t-elle pourtant pas ce constat ? Le grand emprunt de Sarkozy est l'illustration. Fillon l'avait dit sans ambages en précisant que « *son maître-mot, c'est l'unité nationale* ». Il a certes un second « *maître-mot* », c'est d'enrichir encore les riches puisque les conditions d'un tel emprunt sont plus favorables aux rentiers, assureurs et banquiers que l'emprunt ordinaire sur les marchés. Mais en effet, Sarkozy a laissé filtrer que ce « *grand emprunt* » servirait à financer l'extension du « *contrat de transition professionnelle* », qui est la « *revendication* »-clé de l'appareil CGT (voir dans ce numéro). C'est se donner un levier pour associer les directions syndicales au financement de sa politique. Les travaux de la commission Rocard-Juppé incluent des auditions des dirigeants syndicaux et politiques, et elle est doublée d'une mission parlementaire sur le même thème laquelle procède aussi à de multiples auditions.

La « *délibération sociale* » Medef/directions syndicales a repris le 15 septembre, sur « *la gouvernance des entreprises et le partage de la valeur ajoutée* ». Dans la fonction publique les discussions sont incessantes. Le C.O.R. on l'a dit prépare d'arrache-pied la contre-réforme des retraites. On peut aussi mentionner qu'aux TCL, si la grève contre la modification défavorable de la convention collective a tourné court (le maire PS profitant de l'occasion pour cracher sa bile à l'encontre des conducteurs), pendant des semaines, les dirigeants syndicaux s'étaient engagés dans les négociations ouvertes par la direction.

Que signifient ces concertations tout azimut ? Que les dirigeants confédéraux et fédéraux entendent cogérer la crise du capitalisme avec le gouvernement et le patronat. Ce que cela signifie pratiquement, c'est la situation de Molex qui l'illustre le mieux.

Les licenciements pleuvent, Thibault appelle à « *faire confiance* » à Sarkozy alors que la lutte pour stopper les licenciements est d'abord une lutte contre le gouvernement et le Medef

C'est Bernard Thibault lui-même qui a employé au sujet l'usine Molex (sous-traitance automobile) de Villemur-sur-Tarn l'expression « *cas d'école* ». Le représentant local de la CGT était invité au CCN de rentrée, et c'est au sujet de cette usine et de ses américains que Thibault s'est rengorgé en meeting devant les ouvriers, d'avoir parlé à plusieurs reprises à Sarkozy, avec comme résultat selon lui « *Nicolas Sarkozy a été obligé de reconnaître le bien-fondé de nos analyses* ». Lesquelles ? Thibault répond : « *Molex est l'exemple type de la manière dont fonctionnent certaines multinationales avec pour seuls critères la rentabilité et davantage de profits à l'autre bout du monde. Sarkozy jugeant le comportement de l'industriel peu convenable, ce n'est déjà pas commun* ».

Que ce groupe n'ait racheté l'entreprise que pour en récupérer les brevets avant de la liquider, qu'il ait envoyé des vigiles contre les ouvriers, c'est une certitude. Il n'en faut pas plus pour Thibault pour pouvoir partir en guerre verbale à peu de frais... aussi loin que possible des frontières hexagonales. Et de fournir aux ouvriers tout un attirail évoquant Asterix et son petit village gaulois. Et Thibault d'appeler, quelques jours pourtant avant la fermeture de l'usine, les ouvriers à « *faire confiance* » à l'intervention de Sarkozy pour qu'il leur trouve un repeneur !

« *Cas d'école* » en effet. Où a mené la « *confiance* » en Sarkozy ? Au licenciement de la quasi-totalité des ouvriers de l'usine ! Thibault, n'écouterant que son courage, a fulminé publiquement... contre le ministre Estrosi ! Tout en lâchant cette phrase sidérante : « *on a sauvé l'industrie, pas l'emploi* ». Un bilan contrasté en quelque sorte ?

« *Cas d'école* », Molex l'est en ceci que le sort de ces ouvriers comme de l'ensemble de ceux qui sont licenciés est directement imputable aux directions syndicales. Ces dernières refusent d'engager tout combat centralisé, d'ensemble, contre les responsables des licenciements, le patronat, le gouvernement, laissant les ouvriers, les employés, se battre entreprise par entreprise, sans issue. A Molex, les salariés n'ont eu d'autre

solution que de s'incliner, et ont été contraints via référendum à prendre en charge leur propre plan de licenciement – ce dont les dirigeants syndicaux portent encore l'entière responsabilité. Idem à Caterpillar où c'est encore par référendum que la réorganisation du temps de travail avec encore plus de flexibilité est passée le 29 septembre en « *échange* » d'une centaine de licenciements en moins.

Décidément c'est au contraire en combattant pour rassembler, à l'échelle de branches notamment, des conférences de délégués élus pour combattre contre tous les licenciements économiques qu'une issue peut s'ouvrir, que l'unité peut se réaliser entre travailleurs, que l'isolement des prolétaires usine par usine peut être rompu.

Encore faut-il mener ce combat sur une orientation claire : aucun licenciement. Et qu'il soit mené avec une politique de front unique des organisations syndicales, c'est-à-dire du combat pour les contraindre à convoquer de telles conférences ou des réunions allant dans ce sens.

Que la question soit posée, c'est l'évidence même. A l'initiative des travailleurs de l'entreprise « *New Fabri* » une rencontre nationale de délégués d'entreprises touchées par les licenciements a ainsi eu lieu le 30 juillet. Un « *collectif contre les patrons voyous et licencieurs* » plus ou moins formel a été constitué. Mais tant sa base politique que ses moyens d'action se font en quelque sorte l'écho de l'ambiguïté de son intitulé - lequel suppose qu'il y a (au moins) deux sortes de patrons, les mauvais, et ... les bons. Le texte de convocation pour le 30 juillet affirme donc que l'objectif est « *nous faire respecter : pour obtenir de meilleures primes et conditions de départ, mais aussi pour arrêter cette vague de licenciements et pour garder nos emplois* » (nous soulignons). On admettra que ce n'est pas la même chose, tant s'en faut. La plus haute prime possible (Continental) ne donne guère que deux années de répit aux familles ouvrières, au bout desquelles l'avenir ressemble fort à un abîme.

Dans le même temps, dans une tradition qui ressemble fort à celles des LCR/NPA et autres LO, la responsabilité des directions syndicales, et donc, pratiquement, le combat à mener en leur direction, n'est nullement effleurée. En ce sens cette initiative rejoint, pour le pire, l'initiative qu'a prise le POI de son côté pour l'interdiction des licenciements, car en ce cas « *l'interdiction* » majeure c'est celle de poser la responsabilité des confédérations en cette affaire, et singulièrement celle de Force Ouvrière.

L'existence de ce collectif pose une question, mais les forces politiques qui le structurent interdisent qu'il y soit donné une réponse positive.

Ce sont d'ailleurs souvent les mêmes, et ce n'est pas un hasard, que l'on retrouvera dans les « *marches régionales pour l'emploi* » prévues pour le 5 décembre et qui elles se situent fondamentalement sur le terrain de la « *sécurité sociale professionnelle* ». En effet les Etats généraux du chômage et de la précarité de mai dernier qui convoquent ces « *marches* », après avoir affirmé le droit au travail, enfourchent le cheval de la « *continuité des droits* » qui serait garantie par une loi. Autrement dit au lieu du combat pour l'arrêt de tout licenciement économique sur le terrain de la lutte de classe, ces Etats Généraux se situent sur le terrain de la concertation, de la pression sur le gouvernement et la majorité UMP pour une bonne loi. C'est envoyer les travailleurs dans l'impasse. D'ailleurs la situation autour de La Poste en est la preuve vivante.

### **A La Poste : « *votation citoyenne* » pour étouffer les possibilités de lutte pour le retrait du projet de loi**

Que deux millions de personnes aient participé à la « *votation citoyenne* » organisée (pour l'essentiel) par les mairies PS et PCF et soutenu par l'ensemble des appareils syndicaux ne tient pas qu'à la mise en mouvement des forces militantes de l'ensemble des organisations partie prenante du comité national contre la privatisation. Assurément, le refus de la privatisation de la Poste, dont le changement de statut est le prélude, est massif. Dans les couches populaires on mesure ce que signifierait la fermeture des bureaux distributeurs mais peut-être plus encore de cette banque si particulière qu'est encore, malgré les réformes, la Banque Postale.

Mais comment s'y opposer ? La « *votation citoyenne* » (sic !) organisée par les appareils syndicaux et les partis du mouvement ouvrier ne le permet à l'évidence pas – ce n'est d'ailleurs tout simplement pas son but. S'agit-il d'arracher le retrait du projet de loi ? Nullement. Les affiches d'appel à voter d'ailleurs s'abstenaient de donner une consigne de vote, poussant jusque dans la « *neutralité* » de façade la parodie de référendum en quoi elle consistait. Et au lendemain de la « *votation* », le comité national déclarait logiquement : «



*aucune modification du statut de La Poste ne peut se faire sans l'organisation d'un référendum. (...) la mobilisation se poursuit pour l'organisation d'un véritable débat public ».*

De son côté le PS annonçait qu'il déposerait, lui, un projet de loi permettant que ... la réforme constitutionnelle Sarkozy s'applique sur le point particulier du référendum dit d'initiative populaire. Le NPA renchérissant aussi sur la nécessité d'un « *référendum* », voilà balisé donc le cadre posé par les appareils syndicaux et politiques issus du mouvement ouvrier : celui de la légalité la plus bornée et la plus étroite.

De fait, celle-ci a été dressée contre les potentialités de combat des postiers eux-mêmes pour défendre le statut de l'entreprise. La grève du 22 septembre à La Poste était en quelque sorte subordonnée au futur référendum, elle en était un point d'appui, un préambule. Les postiers étaient dessaisis à l'avance des résultats de cette grève. Pour la corseter davantage, les appareils en ont rajouté. Ainsi à Paris appelaient-ils les guichetiers et eux seuls, et encore, dans certains bureaux seulement, à faire grève... un jour avant les autres ! Quant à la grève nationale du 22, le dispositif de la fédération CGT montrait comment elle la concevait. Pas de tract central, mais 5 tracts différents, selon l'activité des postiers. Mieux encore, dans le tract adressé aux facteurs, pas un mot pour exiger le retrait du projet « *facteur d'avenir* » contre lequel de multiples grèves ont éclaté ces dernières semaines dans l'entreprise. En effet ce projet est un instrument qui alourdit considérablement la charge de travail des agents, Au contraire, la direction CGT met en avant des luttes locales « *exemplaires* » dans lesquelles l'application de « *facteur d'avenir* » a été adaptée bureau par bureau. Opposition au combat pour le retrait de facteur d'avenir, opposition au combat d'ensemble sur le terrain direct de la lutte des classes pour le retrait du projet de loi sur le changement de statut, voilà l'unité de la politique de l'appareil CGT.

Il faut rappeler que la bureaucratie CGT a participé à la commission Ailleret dont le rapport, rendu public fin 2008, se prononçait pour le changement de statut (ainsi que ses homologues de FO, sauf lors d'une brève suspension, et de SUD). Et si les appareils syndicaux ont claqué la porte de cette commission juste avant la parution du rapport, ce n'était que pour tenter de dissimuler leur participation à ce qui fut une étape importante vers la privatisation de La Poste.

Pourtant, les deux millions de votants montrent que le refus de la privatisation (dont le changement de statut, personne n'en est dupe, est une étape décisive) est tenace. D'autant que, derrière la Poste, ce sont la SNCF et la RATP qui seraient immédiatement dans le collimateur. Il reste une possibilité : celle, d'abord, de la grève à la Poste jusqu'au retrait du projet, en lien avec la manifestation à l'Assemblée nationale au moment de la discussion du projet de loi pour en exiger le retrait – qui nourrirait la volonté de combat des Postiers.

Voilà quelles sont les responsabilités des dirigeants fédéraux et confédéraux, du PS, et du PCF.

Mais à l'évidence ce n'est pas la voie qu'ils choisissent, il suffit d'entendre Hamon (PS) « menacer » Sarkozy ... d'une nouvelle « *votation* » !

### **Un atout majeur pour Sarkozy : PS, PCF, PG, etc. ne s'opposent pas à lui**

Entendre ainsi Hamon brandir la « *menace* » d'une deuxième « *votation* » comme s'il était Jupiter brandissant la foudre n'est pas seulement grotesque. Pour le prolétariat, même s'il ne nourrit pas d'illusions sur ce parti, le refus constant du PS de s'opposer à Sarkozy est bien évidemment source de désarroi.

Ce n'est pas seulement le feu ouvert de Royal contre le PS (au prix d'ailleurs d'un décrochage de ceux qui avaient été ses soutiens dans la campagne interne pour prendre le poste de premier secrétaire). C'est plus fondamentalement, pour prendre cet exemple, le fait que Martine Aubry se rende à l'Élysée à la veille de l'annonce de la taxe carbone dont son camarade de parti Rocard fait figure de parrain (et dont le principe n'est remis en cause, ni par le PCF, ni par le PG, ni par le NPA). Ou que, pendant que l'offensive de Sarkozy se déploie, la direction du PS n'ait rien de plus pressé à faire que de faire voter les militants sur l'instauration de primaires. Or les primaires sont une étape importante du chemin qui mène à la situation italienne, à savoir la disparition pure et simple du principal parti issu du mouvement ouvrier, et les victoires électorales à répétition de Berslusconi. Fondamentalement, le PS ni ne veut ni ne peut ouvrir une quelconque alternative à la politique que mène Sarkozy, quitte à subir le moment venu de nouveaux désastres électoraux comme celui de la social-démocratie allemande après quatre ans de « *grande coalition* » avec les Chrétiens-démocrates. Mais le PS, dans la perspective des régionales, tend de plus en plus la main à Bayrou !

De leur côté, PCF, PG et NPA sont absolument obnubilés par cette « *perspective* » (pour eux) des régionales (élections que l'UMP aura du mal à perdre arithmétiquement eu égard à son désastre de 2004).

Passons ici sur les manœuvres et contre-manœuvres auxquelles ils se livrent et qui n'intéressent que peu les travailleurs. L'essentiel, c'est que leur yeux sont fixés sur les élections de mars prochain, et qu'en conséquence ils indiquent objectivement aux travailleurs que rien de sérieux ne saurait être tenté contre le gouvernement d'ici là. Et pendant ce temps, la fête de l'Humanité invite Eric Woerth, l'un des principaux ministres de Sarkozy, pour discuter de la crise économique... après avoir, un temps, interdit de cité Xavier Mathieu pour crime de lèse-bureaucratie. C'est on ne peut plus clair.

Cette absence d'opposition politique au gouvernement de la part des partis issus du mouvement ouvrier pèse bien évidemment sur les travailleurs, alors que, comme par exemple la Grèce vient de le montrer, ils n'ont pas d'autre instrument en particulier sur le plan électoral pour manifester leur volonté d'en finir avec les politiques anti-ouvrières et les gouvernements qui les mènent.

Mais cela ne fait que renforcer la responsabilité des dirigeants des organisations syndicales ouvrières, enseignantes, et étudiantes, les plus immédiatement saisissables pour les prolétaires, les jeunes.

A l'unité « intersyndicale » pour protéger et accompagner le gouvernement, opposer la rupture avec celui-ci et le front unique pour le combattre, sur la base de la défense des véritables revendications

### **Le bilan de ces derniers mois est sans appel.**

C'est un fait incontestable que travailleurs et jeunes ont manifesté leur refus de payer pour la crise des capitalistes.

C'est un fait tout aussi incontestable que la politique des directions des organisations syndicales CGT, FO et FSU est parvenue à dilapider le potentiel de combativité qui s'était exprimé, à maintenir dans l'isolement ceux qui combattent dos au mur contre les licenciements, contre les « *réformes Sarkozy* ». Au contraire, même, les dirigeants syndicaux cherchent à s'associer plus avant à la politique du gouvernement, la préparer à ses côtés, renforçant ainsi son apparence inéluctable. Tel est le cadre fixé de manière formelle par la plate-forme commune de l'intersyndicale en janvier dernier, tel est aussi l'objectif que poursuit la bureaucratie confédérale CGT en appelant son congrès à soutenir ce qu'elle nomme le « *syndicalisme rassemblé* ».

La ligne à suivre coule de source. Il s'agit de chercher à briser ce cordon sanitaire instauré par les appareils autour du gouvernement, pour le protéger. Pour cela il n'y a pas de raccourcis : il faut intervenir en direction des travailleurs contre l'association des directions syndicales aux projets du gouvernement, des Etats-Généraux de l'Industrie et autour de l'emprunt Sarkozy, en passant par les multiples concertations à l'œuvre dans la fonction publique, la « *délibération sociale* », et tout particulièrement la participation au C.O.R..

Cette intervention n'est possible que sur la base de la défense des revendications qui permettraient d'ouvrir une voie au mouvement de la classe ouvrière, et d'abord et avant tout l'arrêt de tous les licenciements économiques (comme l'a adopté la coordination CGT du groupe Valéo en juin dernier), et encore l'abrogation ou le retrait des « *réformes* » gouvernementales et patronales (voir les interventions militantes dans ce numéro). Dans cette perspective, le combat contre le projet de budget du gouvernement Sarkozy-Fillon qui concentre toute cette politique est encore, au moment où ces lignes sont écrites, une opportunité de poser toutes ces questions politiques.

La crise du capitalisme il faut le répéter est là pour durer. Elle va aggraver qualitativement les conditions d'existence et de travail des masses laborieuses, et tendre tous les rapports politiques. Mais à terme, elle exercera de plus en plus des effets dissolvants sur les couches épaisses de propagande en défense du régime capitaliste que les appareils syndicaux et politiques du mouvement ouvrier ont déversé sans contredit depuis des décennies, et tout particulièrement depuis la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS.

Plus la crise s'aggravera, plus les travailleurs, la jeunesse, seront portés à associer la nécessité de la lutte pour leurs revendications au combat contre le gouvernement du chômage, de la vie chère, au combat contre

le régime économique, contre la Ve République. Et plus la question d'un autre gouvernement, qui ne peut être dans une première étape que celui issu du front unique ouvrier, se posera aux masses laborieuses.

Au stade actuel, comme le dit une étudiante grecque interviewée à l'occasion des élections dans Libération « *Tout le monde rejette le vieux système, mais personne ne sait faire du neuf.* »

C'est dans cette situation, difficile, mais décisive, que les militants révolutionnaires ont le devoir impérieux de défendre la perspective » du socialisme contre toutes les propositions de rafistolage du capitalisme, d'ouvrir la perspective d'une société où la production soit organisée en fonction des besoins sociaux des masses et non plus selon la loi du profit, de manière délibérée, organisée, donc planifiée démocratiquement, la perspective d'Etats –Unis Socialistes d'Europe. C'est ce qu'exprime l'exigence d'un plan de production mis sur pied sous contrôle ouvrier par les organisations syndicales pour faire face à la crise, basé sur la satisfaction des besoins en terme de logement, de santé, plan qui permettrait d'assurer le droit au travail. Perspective qui est inséparable de l'exigence de l'expropriation du capital.

C'est sur cette perspective qu'il faut intervenir, militer et, au moyen de la politique décrite brièvement ci-avant, de se regrouper au compte de la construction du Parti ouvrier révolutionnaire dont l'importance va être fondamentale dans les développements futurs de la lutte des classes.